

En vue de l'informatisation du service du Ministère de la Santé publique et de la Famille chargé du paiement des subsides de l'Etat relatifs au minimum de moyens d'existence, les décisions sont communiquées, dans les huit jours suivant la fin du mois au cours duquel ces décisions ont été prises, au Ministre qui a l'aide sociale dans ses attributions, sous pli recommandé ou contre accusé de réception, selon des modalités déterminées par le Roi. »

Art. 2. L'article 10, § 1er, alinéa 1er, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. L'intéressé et le Ministre qui a l'aide sociale dans ses attributions, ou son représentant, peuvent interjeter appel de la décision du centre public d'aide sociale auprès du Tribunal du travail du domicile de l'intéressé, dans un délai d'un mois suivant la notification ou la communication visées à l'article 9, § 3, et par requête déléguée ou adressée par envoi recommandé au greffe du tribunal. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1987.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1986.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,
Mme M. SMET

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 87 — 85

Arrêté royal n° 485 modifiant la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire (O.C.A.S.C.)

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 1er de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux à Votre Majesté, est libellé comme suit :

« Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, la promotion de l'emploi, ainsi que l'équilibre financier, la maîtrise des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

2° de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, et d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, plus précisément :

c) en rationalisant les institutions publiques ou subventionnées par les pouvoirs publics et en redéfinissant leurs missions;

L'objet du présent projet que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté est de rationaliser l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, organisme d'intérêt public dont le caractère national est évident.

L'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982 modifiant la loi du 10 avril 1973 portant création de l'O.C.A.S.C. a profondément changé les structures hiérarchiques et organisationnelles dudit office, en étendant les attributions du président du comité de gestion, assisté, pour une série de tâches, des vice-présidents de ce comité.

Met het oog op de informatisering van de dienst van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin die belast is met de uitkering van de Rijkstoelagen inzake bestaansminimum, worden de beslissingen binnen de acht dagen volgend op het einde van de maand waarin deze beslissingen werden genomen aan de Minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort, aangekend of tegen ontvangstbewijs overgemaakt op de wijze die door de Koning wordt bepaald. »

Art. 2. Artikel 10, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De betrokkene en de Minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort of zijn afgevaardigde kunnen binnen de maand na de in artikel 9, § 3, bedoelde betekening of overmaking, bij verzoekschrift afgegeven aan of aangekend gericht tot de griffie van de rechtbank, tegen de beslissing van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beroep instellen bij de Arbeidsrechtbank van de woonplaats van de betrokkene. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Bussel, 22 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,
Mevr. M. SMET

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 87 — 85

Koninklijk besluit nr. 485 tot wijziging van de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van een Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap (C.D.S.C.A.)

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het artikel 1 van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan Uwe Majesteit, luidt als volgt :

« Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën, de bevordering van de tewerkstelling, alsmede het financieel evenwicht, de beheersing van de uitgaven en de beveiliging van de stelsels van de sociale zekerheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

2° de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, en de niet-fiscale ontvangsten van de Schatkist te stijven, meer bepaald :

c) door de openbare instellingen of de instellingen gesubsidieerd door de openbare machten te rationaliseren en hun opdrachten opnieuw te definiëren;

Dit ontwerp dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit voor te leggen strekt ertoe de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, instelling van openbaar nut waarvan de nationale aard vaststaat, te rationaliseren.

Het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982 tot wijziging van de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van de C.D.S.C.A. heeft de hiërarchische en organisatorische structuren van die dienst grondig gewijzigd, door de bevoegdheden van de voorzitter van het beheerscomité, bijgestaan, voor een reeks taken, door de ondervoorzitter van dit comité, uit te breiden.

Sur base de cette nouvelle structure, c'est le président du comité de gestion de l'O.C.A.S.C., qui n'est pas membre du personnel mais bien titulaire d'un mandat limité dans le temps, qui dirige le personnel et assure le fonctionnement de l'Office central. La direction de ce dernier est donc confiée au président du comité de gestion.

Le Conseil d'Etat, dans son avis relatif au projet d'arrêté royal n° 90, a émis une observation préliminaire dans laquelle il est constaté que le fonctionnaire dirigeant et son adjoint n'auront plus que des fonctions extrêmement limitées, leur seule compétence, en dehors d'une tâche de pure exécution, étant le pouvoir qui leur serait éventuellement délégué de nommer des agents des niveaux 3 et 4, ce qui n'a pas été fait. Le Gouvernement a estimé à l'époque qu'il était opportun de maintenir ces emplois.

La mise en application de ces nouvelles structures, créées afin d'améliorer le fonctionnement de l'O.C.A.S.C., qui laissait à l'époque beaucoup à désirer pour différentes raisons, n'a pas donné les résultats escomptés. Il s'est avéré en fait que les nouvelles attributions très importantes confiées au président du comité de gestion l'obligent à assumer tout seul la direction de l'Office central, sans l'aide, pourtant indispensable, de fonctionnaires dirigeants.

De plus, le président, qui n'a pas la qualité de membre du personnel puisqu'il est titulaire d'un mandat, n'a aucun pouvoir hiérarchique ou disciplinaire sur les agents de l'Office qu'il dirige.

Il importe donc, afin de rationaliser le fonctionnement de l'O.C.A.S.C., de retourner à une organisation plus compatible avec les missions qui incombent à un organisme d'intérêt public.

Cet objectif pourra donc être atteint par le retour à cette nouvelle organisation, qui comporterait une direction plus étendue capable de faire face aux nombreux problèmes, notamment d'assainissement et de rationalisation, qui se posent toujours à l'Office central. Une firme spécialisée en gestion d'entreprises, qui a été chargée d'une étude approfondie de l'organisation de l'O.C.A.S.C., est d'ailleurs arrivée à la même conclusion.

Le comité de gestion et son président pourront de la sorte s'occuper du rôle de contrôle et de définition de la politique à suivre, qui est normalement le leur dans un organisme d'intérêt public, tandis que le fonctionnaire dirigeant et son adjoint seront chargés de la gestion du personnel et de tous les problèmes administratifs qui, au stade actuel des choses, empêchent la direction de l'O.C.A.S.C. d'assumer ses responsabilités d'une manière rationnelle.

Il va sans dire que l'instauration de cette nouvelle structure de direction devra aller de pair avec l'application d'autres mesures de rationalisation qui pourront être prises sur la base des réglementations existantes.

Enfin, il convient de signaler que cette nouvelle structure permettra au fonctionnaire dirigeant et son adjoint de s'atteler à la solution des nombreux problèmes statutaires et administratifs qui existent toujours à l'O.C.A.S.C. et qui sont restés en suspens, notamment à cause de l'absence de fonctionnaires dirigeants compétents.

Cette façon de procéder devra aboutir nécessairement à une rationalisation poussée de l'O.C.A.S.C. et à une réduction des dépenses, puisque la nouvelle structure ainsi créée doit à la longue permettre des économies substantielles dues au fonctionnement plus efficace de l'ensemble de l'Office.

Analyse des articles

Article 1er. Cet article du projet supprime l'alinéa 2 du § 2 de l'article 5 de la loi du 10 avril 1973, les vice-présidents du comité de gestion n'ayant plus un rôle prépondérant dans la nouvelle structure.

Art. 2. Cet article introduit une durée de quatre ans pour les mandats du comité de gestion. Dans son avis relatif à l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, le Conseil d'Etat avait déjà fait remarquer que cette lacune devait être comblée.

Art. 3. Comme le fonctionnaire dirigeant sera investi de pouvoirs beaucoup plus étendus, il convient d'adapter le texte et de prévoir que certains pouvoirs peuvent être délégués au fonctionnaire dirigeant et non pas au président du comité de gestion.

Art. 4. Compte tenu de la nouvelle structure projetée, l'Office central sera dirigé par le fonctionnaire dirigeant et son adjoint.

Art. 5. Cette adaptation de la loi est également une conséquence logique de l'instauration de la nouvelle structure.

Op grond van die nieuwe structuur, is het de voorzitter van het beheerscomité van de C.D.S.C.A., die geen personeelslid is doch wel titularis van een in de tijd beperkt mandaat, die het personeel leidt en de werking van de Centrale Dienst verzekert. De leiding van deze laatste is dus toevertrouwd aan de voorzitter van het beheerscomité.

In zijn advies betreffende het ontwerp van koninklijk besluit nr. 90, heeft de Raad van State een voorafgaande bemerking gemaakt, waarin hij vaststelt dat de leidend ambtenaar en zijn adjunct nog slechts een uiterst beperkte functie zullen hebben, want zij zouden, buiten een zuivere uitvoeringstaak, geen andere bevoegdheid meer bezitten dan die welke hun eventueel zou worden opgedragen om de ambtenaren van de niveaus 3 en 4 te benoemen, wat niet is gebeurd. De Regering is indertijd van oordeel geweest dat het opportuun was die betrekkingen te behouden.

De toepassing van die nieuwe structuur, in het leven geroepen om de werking van de C.D.S.C.A., die te oortijd om allerlei redenen veel te wensen overliet, te verbeteren, heeft niet de beoogde resultaten opgeleverd. Het is in feite gebleken dat de nieuwe, zeer omvangrijke bevoegdheden welke aan de voorzitter van het beheerscomité werden toevertrouwd, hem ertoe verplichten gans alleen de leiding van de Centrale Dienst op zich te nemen, zonder de nochtans onontbeerlijke hulp van leidend ambtenaren.

Bovendien heeft de voorzitter, die de hoedanigheid van personeelslid niet heeft, daar hij titularis van een mandaat is, geen enkel hiërarchische of tuchtbevoegdheid ten opzichte van de personeelsleden van de dienst die hij leidt.

Ten einde de werking van de C.D.S.C.A. te rationaliseren, is het dus zaak terug te keren naar een organisatie die beter bestaanbaar is met de opdrachten van een instelling van openbaar nut.

Dat oogmerk zal dus kunnen worden bereikt door een terugkeer naar die nieuwe organisatie, welke een meer uitgebreide leiding zou omvatten, die in staat zou zijn de talrijke problemen het hoofd te bieden, inzonderheid op het gebied van sanering en rationalisatie, die zich nog steeds bij de Centrale Dienst stellen. Een firma, gespecialiseerd in bedrijfsbeheer, die met een diepgaande studie van de organisatie van de C.D.S.C.A. werd belast, is overigens tot diezelfde conclusie gekomen.

Het beheerscomité en zijn voorzitter zouden aldus de rol kunnen vervullen van controle en definitie van het te volgen beleid, die normaal de hune is in een instelling van openbaar nut, daar waar de leidend ambtenaar en zijn adjunct belast zullen worden met het beheer van het personeel en alle administratieve problemen die, bij de huidige stand van zaken, de leiding van de C.D.S.C.A. beletten haar verantwoordelijkheden op een rationele wijze op zich te nemen.

Het spreekt vanzelf dat het invoeren van die nieuwe leidingsstructuur gepaard zal moeten gaan met de toepassing van andere maatregelen tot rationalisatie, die op grond van de bestaande reglementeringen zullen kunnen worden genomen.

Ten slotte dient nog te worden aangestipt dat die nieuwe structuur de leidend ambtenaar en zijn adjunct in staat zal stellen zich in te zetten voor het oplossen van de talrijke statutaire en administratieve problemen die nog steeds bij de C.D.S.C.A. bestaan en die hangende zijn gebleven, mede omwille van de afwezigheid van bekwaam leidend ambtenaren.

Die handelwijze moet noodzakelijkerwijze uitmonden op een doorgedreven rationalisatie van de C.D.S.C.A. en bijgevolg ook op een vermindering van de uitgaven, vermits de aldus ingevoerde nieuwe structuur uiteindelijk tot aanzienlijke besparingen moet leiden, te danken aan de meer doeltreffende werking van de ganse Dienst.

Ontleding van de artikelen

Artikel 1. Dit artikel van het ontwerp schrapt het tweede lid van § 2 van artikel 5 van de wet van 10 april 1973, daar de ondervoorzitters van het beheerscomité geen doorslaggevende rol meer hebben in de nieuwe structuur.

Art. 2. Dit artikel voert een duur van vier jaar in voor de mandaten bij het beheerscomité. In zijn advies betreffende het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, had de Raad van State reeds doen opmerken dat die leemte moest worden aangevuld.

Art. 3. Daar de leidend ambtenaar veel meer uitgebreide bevoegdheden zal hebben, past het de tekst aan te passen en erin te voorzien dat sommige bevoegdheden kunnen worden gedelegeerd aan de leidend ambtenaar en niet aan de voorzitter van het beheerscomité.

Art. 4. Rekening houdend met de vooropgestelde nieuwe structuur, zal de Centrale Dienst door de leidend ambtenaar en zijn adjunct worden geleid.

Art. 5. Deze aanpassing van de wet is eveneens een logisch gevolg van het invoeren van de nieuwe structuur.

Art. 6. Il s'agit également d'une suite logique de l'instauration de la nouvelle structure.

Art. 7. Comme le comité de gestion et son président n'auront plus le pouvoir de gérer le personnel, il convient de confier au Ministre de tutelle la nomination, la promotion et la révocation des membres du personnel, à l'exception du fonctionnaire dirigeant et de son adjoint, avec subdélégation possible au fonctionnaire dirigeant pour les emplois des niveaux 3 et 4.

Art. 8. La mesure transitoire prévue à l'article 21 de la loi du 10 avril 1973, introduite par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, qui portait sur cinq ans à partir du premier jour du mois suivant la publication au *Moniteur belge* de la loi organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical, a cessé d'avoir effet. Il convient donc de restaurer cette mesure dans le temps et de la maintenir jusqu'au moment où les associations et organisations reconnues ou agréées, qui devront être représentées au comité de gestion, auront été désignées.

Il a été tenu compte des observations du Conseil d'Etat.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur

Le Ministre de la Défense nationale,

F.-X. de DONNEA

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 27 novembre 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 485 « modifiant la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire », a donné le 2 décembre 1986 l'avis suivant :

Examen du texte Préambule

Alinéa 1er. Pour être complet, il y a lieu d'écrire, à la fin de l'alinéa : « notamment l'article 1er, 2°, a) et c), et l'article 3; ».

Alinéa 2. Il n'est pas d'usage d'indiquer l'intitulé de lois modificatives.

En outre, l'usage recommande de mentionner les dispositions que le projet tend à modifier, en rappelant les modifications qui ont été apportées à ces dispositions.

L'alinéa 2 serait dès lors mieux rédigé comme suit :

« Vu la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, notamment l'article 5, § 2, modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982 l'article 6, § 1er, et les articles 7, § 2, 8, 9, 10, 11, § 1er, et 21, modifiés par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982; ».

Dispositif Article 1er

Dans le texte français, il convient d'écrire « Article 1er » au lieu de « Article 1 ».

L'article doit être rédigé comme suit :

« L'article 5, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, est abrogé ».

Article 3

L'usage recommande de rappeler, dans la phrase liminaire d'un article, les modifications expresses que le texte a déjà subies et qui sont encore en vigueur.

Art. 6. Het betreft insgelijk een logisch uitvloeisel van de invoering van de nieuwe structuur.

Art. 7. Daar het beheerscomité en zijn voorzitter niet meer bevoegd zullen zijn voor het beheer van het personeel, past het de benoeming, de bevordering en het ontslag van de personeelsleden, met uitzondering van de leidend ambtenaar en zijn adjunct, aan de voogdijminister toe te vertrouwen, met mogelijke subdelegatie aan de leidend ambtenaar voor de betrekkingen van de niveaus 3 en 4.

Art. 8. De overgangsmaatregel, ingeschreven in artikel 21 van de wet van 10 april 1973, ingevoerd door het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, die sloeg op vijf jaar vanaf de eerste dag van de maand volgend op die waarin de wet tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, heeft opgehouden uitwerking te hebben. Het is dus zaak die maatregel in de tijd opnieuw in te voeren en hem te behouden totdat de erkende verenigingen en organisaties, die in het beheerscomité zullen moeten vertegenwoordigd zijn, zullen zijn aangewezen.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar

De Minister van Landsverdediging,

F.-X. de DONNEA

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, op 27 november 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 485 « tot wijziging van de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van een Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap », heeft op 2 december 1986 het volgend advies gegeven :

Onderzoek van de tekst Aanhef

Eerste lid. Volledigheidshalve schrijve en aan het slot van het lid : « inzonderheid op artikel 1, 2°, a) en c), en op artikel 3; ».

Tweede lid. Het is niet gebruikelijk het opschrift van wijzigingswetten aan te halen.

Bovendien wil het gebruik dat voor de bepalingen welke het ontwerp bedoelt te wijzigen, melding wordt gemaakt van de wijzigingen welke vroeger in die bepalingen aangebracht zijn.

Het tweede lid zou derhalve beter als volgt worden geredigeerd :

« Gelet op de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van een Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, inzonderheid op artikel 5, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, op artikel 6, § 1, en op de artikelen 7, § 2, 8, 9, 10, 11, § 1, en 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982; ».

Bepalend gedeelte Artikel 1

In de Franse tekst schrijve men « Article 1er » in plaats van « Article 1 ».

Het artikel moet als volgt geredigeerd worden :

« Artikel 5, § 2, tweede lid, van de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van een Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, wordt opgeheven ».

Artikel 3

Het gebruik wil dat in de inleidende volzin van een artikel melding wordt gemaakt van de uitdrukkelijke wijzigingen die de tekst reeds heeft ondergaan en die nog van kracht zijn.

La phrase liminaire doit donc être rédigée comme suit :
« L'article 7, § 2, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, est remplacé par la disposition suivante : ».

La même observation vaut pour la phrase liminaire des articles 4, 5, 6 et 7 du projet, où il y a lieu d'ajouter : « ... modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982 ... » après les mots « ... de la même loi ».

Article 8

Il y a lieu d'écrire :
« A l'article 21, alinéa 1er, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, les mots ... (la suite comme au projet) ».

La chambre était composée de :

MM. :

H. Rousseau, président de chambre;
Ch. Huberlant, P. Fincœur, conseillers d'Etat;
Mme R. Deroy, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. C. Mendiaux, premier auditeur.

Le greffier,
R. Deroy.

Le président,
H. Rousseau.

22 DECEMBRE 1986. — Arrêté royal n° 485 modifiant la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment l'article 1er, 2°, a) et c), et l'article 3;

Vu la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, notamment l'article 5, § 2, modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, l'article 6, § 1er, et les articles 7, § 2, 8, 9, 10, 11, § 1er, et 21, modifiés par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil de l'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 5, § 2, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, est abrogé.

Art. 2. L'article 6, § 1er, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. § 1er. Les mandats du comité de gestion ont une durée de quatre ans. Ils sont renouvelables ».

Art. 3. L'article 7, § 2, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Il peut déléguer certains de ses pouvoirs, avec possibilité de subdélégation au fonctionnaire dirigeant, moyennant l'accord du Ministre de la Défense nationale ».

De inleidende volzin moet dan ook als volgt worden geredigeerd :
« Artikel 7, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling : ».

Dezelfde opmerking geldt voor de inleidende volzin van de artikelen 4, 5, 6 en 7 van het ontwerp, waar de woorden « gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982 », moeten worden ingevoegd na de woorden « na dezelfde wet, ».

Artikel 8

Er dient te worden geschreven :

« In artikel 21, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, worden de woorden ... (voorts zoals in het ontwerp) ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

H. Rousseau, kamervoorzitter;
Ch. Huberlant, P. Fincœur, staatsraden;
Mevr. R. Deroy, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de heer C. Mendiaux, eerste auditeur.

De griffier,
R. Deroy.

De voorzitter,
H. Rousseau.

22 DECEMBER 1986. — Koninklijk besluit nr. 485 tot wijziging van de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van een Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op artikel 1, 2°, a) en c), en op artikel 3;

Gelet op de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van een Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, inzonderheid op artikel 5, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, op artikel 6, § 1, en op de artikelen 7, § 2, 8, 9, 10, 11, § 1, en 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 5, § 2, tweede lid, van de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van een Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, wordt opgeheven.

Art. 2. Artikel 6, § 1, van dezelfde wet wordt door de navolgende bepaling vervangen :

« Art. 6. § 1. De mandaten bij het beheerscomité hebben een duur van vier jaar. Zij kunnen worden hernieuwd ».

Art. 3. Artikel 7, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het kan sommige van zijn bevoegdheden, met mogelijkheid van subdelegatie, aan de leidend ambtenaar overdragen, mits instemming van de Minister van Landsverdediging ».

Art. 4. L'article 8 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. L'Office central est dirigé par un fonctionnaire dirigeant et un fonctionnaire dirigeant adjoint, nommés et révoqués par le Roi. Le Roi fixe leur statut administratif et pécuniaire ».

Art. 5. L'article 9 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. § 1er. Le fonctionnaire dirigeant exécute les décisions du comité de gestion.

§ 2. Le fonctionnaire dirigeant est chargé de la gestion journalière. Il assure le fonctionnement de l'Office central. Il dirige le personnel.

Il représente l'Office central dans les actes judiciaires et extra-judiciaires et agit valablement en son nom et pour son compte, sans avoir à justifier d'une décision ou d'un mandat du comité de gestion ».

Art. 6. L'article 10 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. § 1er. Pour faciliter l'expédition des affaires, le fonctionnaire dirigeant peut déléguer certains de ses pouvoirs et la signature de certains actes à un ou à des membres du personnel, ceci sur avis du comité de gestion et avec l'accord du Ministre de la Défense nationale. Seul le fonctionnaire dirigeant peut autoriser des subdélégations de pouvoirs.

§ 2. En cas d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, le Ministre de la Défense nationale peut, sur avis du comité de gestion, désigner un membre du personnel pour exercer à titre intérimaire les pouvoirs du fonctionnaire dirigeant qui résultent des articles 9 et 10, § 1er, de la présente loi ».

Art. 7. L'article 11, § 1er, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1er. A l'exception du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint, le personnel est nommé, promu et révoqué par le Ministre de la Défense nationale, après avis du comité de gestion.

Le Ministre de la Défense nationale peut déléguer ce pouvoir, sans possibilité de subdélégation, au fonctionnaire dirigeant pour ce qui concerne les emplois des niveaux 3 et 4 ».

Art. 8. A l'article 21, alinéa 1er, de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982, les mots « et pour une durée de cinq ans » sont remplacés par les mots « et jusqu'au moment où les associations et organisations reconnues ou agréées auront été désignées ».

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 10. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

F.-X. de DONNEA

Art. 4. Artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8. De Centrale Dienst staat onder leiding van een leidend ambtenaar en een adjunct-leidend ambtenaar, die door de Koning worden benoemd en ontslagen. De Koning bepaalt hun administratief statuut en hun bezoldigingsregeling ».

Art. 5. Artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. § 1. De leidend ambtenaar voert de beslissingen van het beheercomité uit.

§ 2. De leidend ambtenaar is belast met het dagelijks beheer. Hij verzekert de werking van de Centrale Dienst. Hij leidt het personeel.

Hij vertegenwoordigt de Centrale Dienst in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en handelt op geldige wijze in diens naam en voor diens rekening, zonder zich op een beslissing of een mandaat vanwege het beheerscomité te hoeven beroepen ».

Art. 6. Artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. § 1. Met het oog op de vlugge afwikkeling der zaken, kan de leidend ambtenaar sommige van zijn bevoegdheden en de ondertekening van bepaalde akten aan één of meer personeelsleden overdragen, zulks op advies van het beheerscomité en met de instemming van de Minister van Landsverdediging. Alleen de leidend ambtenaar kan subdelegatie van bevoegdheid toestaan.

§ 2. Ingeval de leidend ambtenaar verhinderd is, kan de Minister van Landsverdediging, op advies van het beheerscomité, een personeelslid aanwijzen dat, bij wijze van interim, de bevoegdheden van de leidend ambtenaar, die uit de artikelen 9 en 10, § 1, van deze wet voortvloeien, zal waarnemen ».

Art. 7. Artikel 11, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. § 1. Met uitzondering van de leidend ambtenaar en van de adjunct-leidend ambtenaar, wordt het personeel benoemd, bevordert en ontslagen door de Minister van Landsverdediging, na advies van het beheerscomité.

De Minister van Landsverdediging kan, voor wat betrekking heeft op de betrekkingen van de niveaus 3 en 4, deze bevoegdheden, zonder mogelijkheid van subdelegatie, aan de leidend ambtenaar overdragen ».

Art. 8. In artikel 21, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982, worden de woorden « en voor een duur van vijf jaar » vervangen door de woorden « en tot op het ogenblik waarop de erkende verenigingen en organisaties zullen aangewezen zijn ».

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 10. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

F.-X. de DONNEA